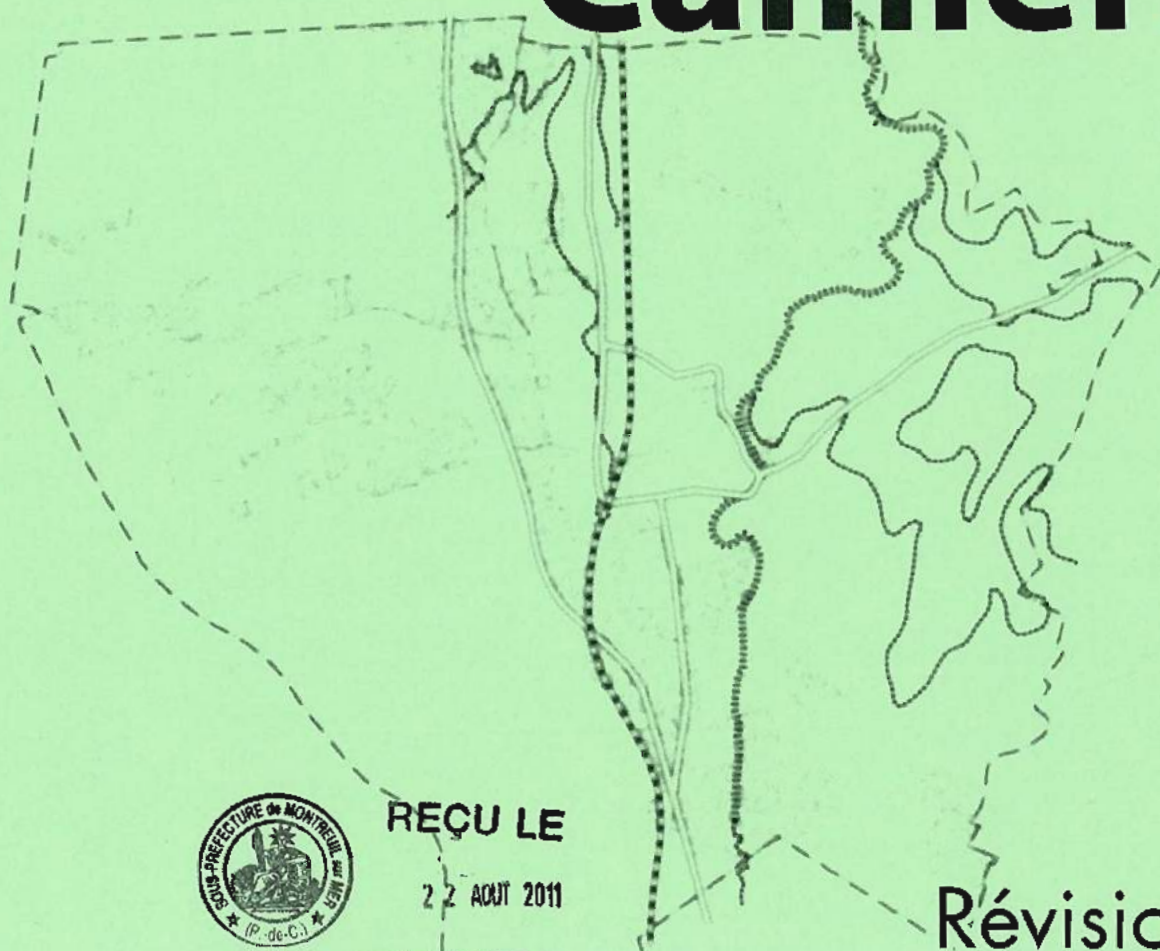




Plan Local d'Urbanisme de la commune de

Camiers



SOUS-PREFECTURE
de MONTREUIL-sur-MER

REÇU LE

22 AOÛT 2011

Révision

ANNEXES

*la pour être annexé
à la DCM du 06/07/2011*

Approuvé le : 24 Février 1993
Mis en révision le : 07 Novembre 2002
Arrêté le : 13 Avril 2010
Approuvé le : 06 Juillet 2011

Le Maire

Jacques JUPIN

EAC
Etudes Architecturales

6/8 rue Léon Trulin
59 000 Lille
Tél : 03 20 51 9439
Fax : 03 20 51 9439

LOI LITTORAL

Art. 3. - Le titre VIII du livre IV du code du travail (première partie : Législative) est complété par un chapitre VI ainsi rédigé :

« CHAPITRE VI

« Droit d'expression des salariés

« Art. L. 486-1. - Dans les entreprises mentionnées à l'article L. 461-1, l'employeur qui refuse d'engager la négociation prévue à l'article L. 461-3 est passible des peines prévues à l'article L. 481-2.

« L'employeur qui refuse dans les cas prévus par l'article L. 461-4 de consulter le comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel, est passible des peines prévues aux articles L. 483-1 et L. 482-1. »

Art. 4. - La négociation prévue au troisième alinéa de l'article L. 461-3 du code du travail doit être engagée, avant le 1^{er} juillet 1986, dans les entreprises et organismes visés audit article, qui ne disposent pas d'un accord sur les modalités d'exercice du droit d'expression. Les entreprises où cet accord a été conclu avant le 1^{er} juillet 1983 devront mettre en application dans le même délai la procédure définie au quatrième alinéa de l'article L. 461-3.

Dans les entreprises et organismes qui disposent d'un accord conclu après le 1^{er} juillet 1983, les dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 461-3 du code du travail reçoivent application pour la première fois dans un délai de trois ans à compter de la date de cet accord.

Dans les entreprises où aucun délégué syndical n'a été désigné, la procédure de consultation prévue à l'article L. 461-4 du code du travail doit être engagée avant le 1^{er} juillet 1986.

Art. 5. - Le Gouvernement adressera au Parlement, tous les trois ans, la première fois avant le 31 décembre 1989, un rapport rendant compte de l'application des articles L. 461-1 à L. 461-5 du code du travail.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 janvier 1986.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
LAURENT FABUS

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,
PIERRE BÉRÉGOVOY

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
ROBERT BADINTER

Le ministre du travail, de l'emploi
et de la formation professionnelle,
MICHEL DELEBARRE

(1) Travaux préparatoires : loi n° 86-1.

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 3015 ;
Rapport de Mme Toutain, au nom de la commission des affaires culturelles, n° 3058 ;
Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 19 novembre 1985.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 92 (1985-1986) ;
Rapport de M. Bohl, au nom de la commission des affaires sociales, n° 135 (1985-1986) ;
Discussion et adoption le 16 décembre 1985.

Assemblée nationale :

Rapport de Mme Toutain, au nom de la commission mixte paritaire, n° 3204.

Sénat :

Rapport de M. Bohl, au nom de la commission mixte paritaire, n° 224 (1985-1986).

Assemblée nationale :

Projet de loi, modifié par le Sénat, n° 3200 ;
Rapport de Mme Toutain, au nom de la commission des affaires culturelles, n° 3212 ;
Discussion et adoption le 18 décembre 1985.

Sénat :

Projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième et nouvelle lecture, n° 247 (1985-1986) ;

Rapport de M. Fourcade, au nom de la commission des affaires sociales, n° 248 (1985-1986) ;

Discussion et rejet le 20 décembre 1985.

Assemblée nationale :

Projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, n° 3285 ;

Rapport de Mme Toutain, au nom de la commission des affaires culturelles, n° 3289 ;

Discussion et adoption le 20 décembre 1985.

LOI n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (1)

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. - Le littoral est une entité géographique qui appelle une politique spécifique d'aménagement, de protection et de mise en valeur.

La réalisation de cette politique d'intérêt général implique une coordination des actions de l'Etat et des collectivités locales, ou de leurs groupements, ayant pour objet :

- la mise en œuvre d'un effort de recherche et d'innovation portant sur les particularités et les ressources du littoral ;

- la protection des équilibres biologiques et écologiques, la lutte contre l'érosion, la préservation des sites et paysages et du patrimoine ;

- la préservation et le développement des activités économiques liées à la proximité de l'eau, telles que la pêche, les cultures marines, les activités portuaires, la construction et la réparation navales et les transports maritimes ;

- le maintien ou le développement, dans la zone littorale, des activités agricoles ou sylvicoles, de l'industrie, de l'artisanat et du tourisme.

Art. 2. - Sont considérées comme communes littorales, au sens de la présente loi, les communes de métropole et des départements d'outre-mer :

- riveraines des mers et océans, des étangs salés, des plans d'eau intérieurs d'une superficie supérieure à 1 000 hectares ;

- riveraines des estuaires et des deltas lorsqu'elles sont situées en aval de la limite de salure des eaux et participent aux équilibres économiques et écologiques littoraux. La liste de ces communes est fixée par décret en Conseil d'Etat, après consultation des conseils municipaux intéressés.

TITRE I^{er}

AMENAGEMENT ET PROTECTION
DU LITTORAL

CHAPITRE I^{er}

Adaptation de certaines dispositions
du code de l'urbanisme

Art. 3. - Il est inséré, dans le titre IV du livre I^{er} du code de l'urbanisme, un chapitre VI ainsi rédigé :

« CHAPITRE VI

« Dispositions particulières au littoral

« Art. L. 146-1. - Les dispositions du présent chapitre ont valeur de loi d'aménagement et d'urbanisme au sens de l'article L. 111-1-1. Elles déterminent les conditions d'utilisation des espaces terrestres, maritimes et lacustres :

- « - dans les communes littorales définies à l'article 2 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral ;

« - dans les communes qui participent aux équilibres économiques et écologiques littoraux, lorsqu'elles en font la demande auprès du représentant de l'Etat dans le département. La liste de ces communes est fixée par décret en Conseil d'Etat, après avis du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

« Les prescriptions particulières prévues à l'article L. 111-1 peuvent préciser les conditions d'application du présent chapitre. Ces prescriptions sont établies par décret en Conseil d'Etat après avis ou sur proposition des conseils régionaux intéressés et après avis des départements et des communes ou groupements de communes concernés.

« Les dispositions du présent chapitre sont applicables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de tous travaux, constructions, défrichements, plantations, installations et travaux divers, la création de lotissements et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes, l'établissement de clôtures, pour l'ouverture de carrières, la recherche et l'exploitation de minerais. Elles sont également applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement.

« Art. L. 146-2. - Pour déterminer la capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser, les documents d'urbanisme doivent tenir compte :

« - de la préservation des espaces et milieux mentionnés à l'article L. 146-6 ;

« - de la protection des espaces nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes ;

« - des conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés.

« Dans les espaces urbanisés, ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation des opérations de rénovation des quartiers ou de réhabilitation de l'habitat existant, ainsi qu'à l'amélioration, l'extension ou la reconstruction des constructions existantes.

« Les schémas directeurs et les plans d'occupation des sols doivent prévoir des espaces naturels présentant le caractère d'une coupure d'urbanisation.

« Art. L. 146-3. - Les opérations d'aménagement admises à proximité du rivage organisent ou préservent le libre accès du public à celui-ci.

« Art. L. 146-4. - I. - L'extension de l'urbanisation doit se réaliser soit en continuité avec les agglomérations et villages existants, soit en hameaux nouveaux intégrés à l'environnement.

« II. - L'extension limitée de l'urbanisation des espaces proches du rivage ou des rives des plans d'eau intérieurs désignés à l'article 2 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 précitée doit être justifiée et motivée, dans le plan d'occupation des sols, selon des critères liés à la configuration des lieux ou à l'accueil d'activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.

« Toutefois, ces critères ne sont pas applicables lorsque l'urbanisation est conforme aux dispositions d'un schéma directeur ou d'un schéma d'aménagement régional ou compatible avec celles d'un schéma de mise en valeur de la mer.

« En l'absence de ces documents, l'urbanisation peut être réalisée avec l'accord du représentant de l'Etat dans le département. Cet accord est donné après que la commune a motivé sa demande et après avis de la commission départementale des sites appréciant l'impact de l'urbanisation sur la nature. Les communes intéressées peuvent également faire connaître leur avis dans un délai de deux mois suivant le dépôt de la demande d'accord. Le plan d'occupation des sols ou le plan d'aménagement de zone doit respecter les dispositions de cet accord.

« III. - En dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites sur une bande littorale de cent mètres à compter de la limite haute du rivage ou des plus hautes eaux pour les plans d'eau intérieurs désignés à l'article 2 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 précitée.

« Cette interdiction ne s'applique pas aux constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de

l'eau. Leur réalisation est toutefois soumise à enquête publique suivant les modalités de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

« Le plan d'occupation des sols peut porter la largeur de la bande littorale visée au premier alinéa du présent paragraphe à plus de cent mètres, lorsque des motifs liés à la sensibilité des milieux ou à l'érosion des côtes le justifient.

« IV. - Les dispositions des paragraphes II et III ci-dessus s'appliquent aux rives des estuaires les plus importants, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.

« Art. L. 146-5. - L'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes en dehors des espaces urbanisés sont subordonnés à la délimitation de secteurs prévus à cet effet par le plan d'occupation des sols.

« Ils respectent les dispositions du présent chapitre relatives à l'extension de l'urbanisation et ne peuvent, en tout état de cause, être installés dans la bande littorale définie à l'article L. 146-4.

« Art. L. 146-6. - Les documents et décisions relatifs à la vocation des zones ou à l'occupation et à l'utilisation des sols préservent les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques. Un décret fixe la liste des espaces et milieux à préserver, comportant notamment, en fonction de l'intérêt écologique qu'ils présentent, les dunes et les landes côtières, les plages et lidos, les forêts et zones boisées côtières, les îlots inhabités, les parties naturelles des estuaires, des rias ou abers et des caps, les marais, les vasières, les zones humides et milieux temporairement immergés ainsi que les zones de repos, de nidification et de gagnage de l'avifaune désignée par la directive européenne n° 79-409 du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et, dans les départements d'outre-mer, les récifs coralliens, les lagons et les mangroves.

« Toutefois, des aménagements légers peuvent y être implantés lorsqu'ils sont nécessaires à leur gestion, à leur mise en valeur notamment économique ou, le cas échéant, à leur ouverture au public. Un décret définit la nature et les modalités de réalisation de ces aménagements.

« En outre, la réalisation de travaux ayant pour objet la conservation ou la protection de ces espaces et milieux peut être admise, après enquête publique suivant les modalités de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 précitée.

« Le plan d'occupation des sols doit classer en espaces boisés, au titre de l'article L. 130-1 du présent code, les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs de la commune ou du groupement de communes, après consultation de la commission départementale des sites.

« Art. L. 146-7. - La réalisation de nouvelles routes est organisée par les dispositions du présent article.

« Les nouvelles routes de transit sont localisées à une distance minimale de 2 000 mètres du rivage.

« La création de nouvelles routes sur les plages, cordons lagunaires, dunes ou en corniche est interdite.

« Les nouvelles routes de desserte locale ne peuvent être établies sur le rivage, ni le longer.

« Toutefois, les dispositions des deuxième, troisième et quatrième alinéas ne s'appliquent pas en cas de contraintes liées à la configuration des lieux ou, le cas échéant, à l'insularité. La commission départementale des sites est alors consultée sur l'impact de l'implantation de ces nouvelles routes sur la nature.

« En outre, l'aménagement de routes dans la bande littorale définie à l'article L. 146-4 est possible dans les espaces urbanisés ou lorsqu'elles sont nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.

« Art. L. 146-8. - Les installations, constructions, aménagements de nouvelles routes et ouvrages nécessaires à la sécurité maritime et aérienne, à la défense nationale, à la sécurité civile et ceux nécessaires au fonctionnement des aéroports et des services publics portuaires autres que les

ports de plaisance ne sont pas soumis aux dispositions du présent chapitre lorsque leur localisation répond à une nécessité technique impérative.

« Les opérations engagées ou prévues dans les périmètres de l'opération d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon, définis par les schémas d'aménagement antérieurs tels qu'ils ont été définitivement fixés en 1984 et dont l'achèvement a été ou sera, avant le 1^{er} juin 1986, confié, à titre transitoire, aux sociétés d'économie mixte titulaires des anciennes concessions, ne sont pas soumises aux dispositions du présent chapitre jusqu'à la date limite fixée par chaque convention et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 1989.

« Art. L. 146-9. - I. - Dans les communes riveraines des plans d'eau d'une superficie supérieure à 1 000 hectares et incluses dans le champ d'application de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, l'autorisation prévue à l'article L. 145-11 vaut accord du représentant de l'Etat dans le département au titre du paragraphe II de l'article L. 146-4.

« II. - Dans les espaces proches du rivage des communes riveraines de la mer et incluses dans le champ d'application de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 précitée, les dispositions prévues à l'article L. 145-3 et à la section II du chapitre V du présent titre ne sont pas applicables. »

Art. 4. - I. - Le troisième alinéa (a) de l'article L. 160-6 du code de l'urbanisme est complété par la phrase suivante : « le tracé modifié peut grever exceptionnellement des propriétés non riveraines du domaine public maritime ; ».

II. - Dans le dernier alinéa du même article, les mots : « le libre accès des piétons » sont remplacés par les mots : « la continuité du cheminement des piétons ou leur libre accès ».

Art. 5. - Il est inséré, après l'article L. 160-6 du code de l'urbanisme, un article L. 160-6-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 160-6-1. - Une servitude de passage des piétons, transversale au rivage, peut être instituée sur les voies et chemins privés d'usage collectif existants, à l'exception de ceux réservés à un usage professionnel, selon la procédure prévue au deuxième alinéa de l'article L. 160-6.

« Cette servitude a pour but de relier la voirie publique au rivage de la mer ou aux sentiers d'accès immédiat à celui-ci, en l'absence de voie publique située à moins de cinq cents mètres et permettant l'accès au rivage.

« Les dispositions de l'article L. 160-7 sont applicables à cette servitude. »

Art. 6. - L'article L. 160-7 du code de l'urbanisme est complété par l'alinéa suivant :

« La responsabilité civile des propriétaires des terrains, voies et chemins grevés par les servitudes définies aux articles L. 160-6 et L. 160-6-1 ne saurait être engagée au titre de dommages causés ou subis par les bénéficiaires de ces servitudes. »

Art. 7. - L'article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme est complété par les alinéas suivants :

« Les dispositions de la directive d'aménagement national du 25 août 1979 relative à la protection et à l'aménagement du littoral cessent de produire leurs effets :

« - à la date de publication de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, pour les communes riveraines des mers et océans, des étangs salés et des plans d'eau intérieurs d'une superficie supérieure à 1 000 hectares ;

« - à la date de publication du décret prévu par l'article 2 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 précitée et, au plus tard, à l'issue du délai fixé par le premier alinéa du présent article, pour les communes figurant à ce décret. »

Art. 8. - Il est inséré, après l'article L. 121-7 du code de l'urbanisme, un article ainsi rédigé :

« Art. L. 121-7-1. - Les sections régionales de la conchyliculture sont, à leur demande, associées à l'élaboration des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols des communes littorales au sens de l'article 2 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral.

« Elles assurent la liaison avec les organisations professionnelles intéressées. »

CHAPITRE II

Qualité des eaux

Art. 9. - L'article L. 25-5 du code de la santé publique est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Il définit également les normes auxquelles doivent satisfaire les baignades non aménagées au sens de la directive européenne n° 76-160 du 8 décembre 1975 concernant la qualité des eaux de baignade. »

Art. 10. - Le quatrième alinéa de l'article 6 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution est complété par la phrase suivante :

« Les frais des mesures de contrôle du respect des conditions mises à l'autorisation sont à la charge du bénéficiaire de l'autorisation ; »

Art. 11. - L'article 2 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 précitée est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Des normes de qualité des eaux peuvent être fixées par les autorités compétentes de l'Etat dans certaines zones des mers et océans, des étangs salés, des estuaires et des deltas jusqu'à la limite de salure des eaux, en fonction de leur contribution aux activités d'exploitation et de mise en valeur des ressources biologiques de ces zones.

« Ces activités peuvent être réglementées ou interdites en fonction de ces normes de qualité. Cette disposition s'applique également à la commercialisation des produits végétaux ou animaux issus de ces eaux et destinés à la consommation humaine. »

Art. 12. - Le seizième alinéa de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche maritime est ainsi rédigé :

« 14° La détermination des conditions de conservation, de reproduction, de reconstitution des ressources de pêche et d'enrichissement ou de repeuplement des fonds ; »

Art. 13. - L'article 5 du décret du 9 janvier 1852 précité est complété par l'alinéa suivant :

« La souscription d'un contrat d'assurance en responsabilité civile pour la pratique de la pêche sous-marine de loisirs est obligatoire. L'attestation d'assurance doit être présentée à toute demande des autorités chargées de la police de cette activité. »

Art. 14. - L'article 6 du décret du 9 janvier 1852 précité est complété par l'alinéa suivant :

« 13° Jeté, déversé ou laissé écouler, directement ou indirectement en mer ou dans la partie des cours d'eau, canaux ou plans d'eau où les eaux sont salées, des substances ou organismes nuisibles pour la conservation ou la reproduction des mammifères marins, poissons, crustacés, coquillages, mollusques ou végétaux, ou de nature à les rendre impropres à la consommation. »

Art. 15. - L'article 15 du décret du 9 janvier 1852 précité est ainsi rétabli :

« Art. 15. - En cas de condamnation pour infraction aux dispositions du 13° de l'article 6, le tribunal fixe, s'il y a lieu, les mesures à prendre pour faire cesser l'infraction ou en éviter la récurrence et le délai dans lequel ces mesures devront être exécutées ainsi qu'une astreinte de 100 F à 2 000 F par jour de retard dans l'exécution des mesures ou obligations imposées. L'astreinte cesse de courir le jour où ces dernières sont complètement exécutées. Elle est alors liquidée par le tribunal à la demande de l'intéressé et recouvrée par le comptable du Trésor comme une amende pénale. Elle ne donne pas lieu à contrainte par corps. Le présent article ne s'applique qu'aux rejets, déversements ou écoulements provenant de dépôts ou d'installations fixes. »

Art. 16. - Après l'article 21 du décret du 9 janvier 1852 précité, il est inséré un article 21 bis ainsi rédigé :

« Art. 21 bis. - Les organisations professionnelles instituées en application de l'ordonnance n° 45-1813 du 14 août 1945 portant réorganisation des pêches maritimes peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction aux dispo-

itions du présent texte et des règlements pris pour son application et portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre. »

Art. 17. - Dans les communes mentionnées à l'article 2 de la présente loi, les zones d'urbanisation future ne peuvent être urbanisées que sous réserve de l'existence ou du début de réalisation d'un équipement de traitement et d'évacuation des effluents des futures constructions, installations et aménagements, conformément aux dispositions de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 précitée. A défaut, elles ne peuvent être urbanisées que si le règlement de la zone précise que les autorisations d'occupation du sol ne pourront être délivrées pour les constructions, installations ou aménagements susceptibles d'être à l'origine d'effluents que sous réserve de la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome adapté au milieu et à la quantité des effluents.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables à la délivrance des autorisations relatives à l'ouverture de terrains au camping et au stationnement des caravanes.

En cas de condamnation pour infraction aux dispositions des articles 2 et 6 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 précitée, l'exécution d'office prévue à l'article 21 de la même loi se fait aux frais et risques du maître d'ouvrage.

CHAPITRE III

Dispositions relatives aux activités exercées sur le littoral

Art. 18. - Après le deuxième alinéa de l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, il est inséré l'alinéa suivant :

« Ils déterminent également les vocations des différents secteurs de l'espace maritime et les principes de compatibilité applicables aux usages correspondants, ainsi que les conséquences qui en résultent pour l'utilisation des divers secteurs de l'espace terrestre qui sont liés à l'espace maritime. Ils peuvent, en particulier, édicter les sujétions particulières intéressant les espaces maritime, fluvial ou terrestre attenant, nécessaires à la préservation du milieu marin et littoral. »

Art. 19. - Si un ensemble touristique ayant pour effet d'accroître de façon significative l'accueil des populations saisonnières ou d'entraîner une modification substantielle de l'usage balnéaire ou nautique du littoral n'est pas réalisé en régie par une commune ou un groupement de communes, une convention doit être passée avec la commune par la personne publique ou privée qui réalise l'opération pour fixer les modalités selon lesquelles cette personne publique ou privée assure ou fait assurer la gestion, la promotion et l'animation de l'ensemble touristique.

La durée de la convention ne peut excéder quinze ans ou exceptionnellement trente ans si la durée de l'amortissement des aménagements le justifie.

Les conditions d'application du présent article sont fixées, en tant que de besoin, par décret en Conseil d'Etat.

Art. 20. - L'accueil des navires de plaisance est organisé de manière à s'intégrer aux sites naturels et urbains dans le respect des normes édictées par les schémas de mise en valeur de la mer.

Art. 21. - L'autorité concédante d'un port de plaisance accorde la concession en imposant, s'il y a lieu, la reconstitution d'une surface de plage artificielle ou d'un potentiel conchylicole ou aquacole équivalent à ce qui aura été détruit par les travaux de construction.

Art. 22. - Les bassins et plans d'eau destinés à l'accueil des navires de plaisance doivent être incorporés au domaine public, avec une bande bord à quai, reliée à la voirie publique, d'une largeur suffisante pour la circulation et l'exploitation des installations, avant d'être mis en communication avec la mer ou avec des bassins portuaires existants.

Art. 23. - I. - Dans l'article L. 142-5 du code des communes, après les mots : « stations classées », sont insérés les mots : « ainsi que dans les communes littorales définies par la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral ».

II. - L'article L. 142-12 du même code est complété par un cinquième alinéa, 3°, ainsi rédigé :

« 3° aux communes littorales, au sens de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 précitée qui ne sont pas des stations classées. »

III. - L'article L. 233-29 du même code est ainsi rédigé :

« Art. L. 233-29. - Dans les stations classées, les communes qui bénéficient de la dotation visée à l'article L. 234-13 du présent code, ainsi que dans les communes littorales au sens de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 précitée, il peut être institué par délibération du conseil municipal une taxe dite "taxe de séjour". »

Art. 24. - Les extractions de matériaux non visés à l'article 2 du code minier sont limitées ou interdites lorsqu'elles risquent de compromettre, directement ou indirectement, l'intégrité des plages, dunes littorales, falaises, marais, vasières, zones d'herbiers, frayères, gisements naturels de coquillages vivants et exploitations de cultures marines.

Cette disposition ne peut toutefois faire obstacle aux travaux de dragage effectués dans les ports et leurs chenaux ni à ceux qui ont pour objet la conservation ou la protection d'espaces naturels remarquables.

TITRE II

GESTION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME ET FLUVIAL ET REGLEMENTATION DES PLAGES

CHAPITRE I^{er}

Gestion du domaine public maritime et fluvial

Art. 25. - Les décisions d'utilisation du domaine public maritime tiennent compte de la vocation des zones concernées et de celles des espaces terrestres avoisinants, ainsi que des impératifs de préservation des sites et paysages du littoral et des ressources biologiques ; elles sont à ce titre coordonnées notamment avec celles concernant les terrains avoisinants ayant vocation publique.

Sous réserve des textes particuliers concernant la défense nationale et des besoins de la sécurité maritime, tout changement substantiel d'utilisation de zones du domaine public maritime est préalablement soumis à enquête publique suivant les modalités de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 précitée.

Art. 26. - Les limites du rivage sont constatées par l'Etat en fonction des observations opérées sur les lieux à délimiter ou des informations fournies par des procédés scientifiques.

Le projet de délimitation du rivage est soumis à enquête publique.

L'acte administratif portant délimitation du rivage est publié et notifié aux riverains. Les revendications de propriété sur les portions de rivage ainsi délimitées se prescrivent par dix ans à dater de la publication. Le recours contentieux à l'encontre de l'acte de délimitation suspend ce délai.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article, notamment les formalités propres à mettre les riverains en mesure de formuler leurs observations, ainsi que la liste des procédés scientifiques visés au premier alinéa du présent article.

Art. 27. - En dehors des zones portuaires et industrielles portuaires, et sous réserve de l'exécution des opérations de défense contre la mer et de la réalisation des ouvrages et installations nécessaires à la sécurité maritime, à la défense nationale, à la pêche maritime, à la saliculture et aux cultures marines, il ne peut être porté atteinte à l'état naturel du rivage de la mer, notamment par endiguement, assèchement, enrochement ou remblaiement, sauf pour des ouvrages ou installations liés à l'exercice d'un service public ou l'exécution d'un travail public dont la localisation au bord de mer s'impose pour des raisons topographiques ou techniques impératives et qui ont donné lieu à une déclaration d'utilité publique.

Toutefois, les exondements antérieurs à la présente loi demeurent régis par la législation antérieure.

Art. 28. - Des autorisations d'occupation temporaire du domaine public peuvent être accordées à des personnes publiques ou privées pour l'aménagement, l'organisation et

la gestion de zones de mouillages et d'équipement léger lorsque les travaux et équipement réalisés ne sont pas de nature à entraîner l'affectation irréversible du site.

Ces autorisations sont accordées par priorité aux communes ou groupements de communes ou après leur avis si elles renoncent à leur priorité.

Le bénéficiaire d'une telle autorisation peut être habilité à percevoir des usagers une redevance pour services rendus.

Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Ce décret définit notamment les règles générales de la police et de l'exploitation de ces mouillages. Les infractions à la police du mouillage sont constatées par les officiers et agents de police judiciaire et par les fonctionnaires et agents de l'Etat habilités à constater les infractions à la police des ports maritimes, à la police de la navigation et à la police de la conservation du domaine public maritime et fluvial. Elles peuvent également, lorsque le bénéficiaire de l'autorisation est une collectivité territoriale, être constatées par des fonctionnaires et agents de ces collectivités, assermentés et commissionnés à cet effet par le président du conseil régional, le président du conseil général ou le maire, selon le cas.

Les dispositions prévues aux alinéas ci-dessus s'appliquent aux mouillages et équipements légers réalisés sur le domaine public fluvial même lorsqu'il n'est pas situé dans les communes définies par l'article 2 de la présente loi. Sur le domaine public fluvial, le pouvoir de délivrer ces autorisations peut être délégué par l'autorité compétente, dans les conditions déterminées par celles-ci, à une autorité organisatrice ayant vocation à développer la plaisance fluviale dans un bassin de navigation.

Les droits de ports et autres redevances perçus dans les ports de plaisance peuvent être affectés à l'aménagement et à l'exploitation de mouillages ou d'équipements isolés pour l'accueil et l'exercice de la navigation de plaisance dans le cadre de leur bassin de navigation de plaisance.

Art. 29. - Sur les dépendances du domaine public maritime portuaire relevant de la compétence des collectivités territoriales, l'autorisation d'exploitation, en application des lois et règlements en vigueur en matière de pêches maritimes et de cultures marines, est délivrée par l'Etat, après accord de la collectivité locale gestionnaire desdites dépendances.

L'utilisation de cette autorisation est subordonnée, lorsqu'elle est compatible avec le fonctionnement du service public portuaire, à la délivrance par la collectivité susvisée de l'autorisation d'occupation du domaine public dans les conditions fixées par le décret n° 84-941 du 24 octobre 1984 relatif à l'utilisation du domaine public portuaire mis à la disposition des départements et des communes et prévu par l'article 9 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

Le retrait par l'Etat de l'autorisation d'exploitation précitée pour des raisons relatives à la salubrité ou à l'hygiène publique entraîne de plein droit retrait de l'autorisation d'occupation.

Sur le domaine public maritime ou fluvial, naturel ou artificiel, géré directement par l'Etat, l'autorisation d'exploitation de cultures maritimes délivrée en application des lois et règlements en vigueur en matière de pêches maritimes et de cultures marines vaut autorisation d'occupation domaniale.

CHAPITRE II

Des plages

Art. 30. - L'accès des piétons aux plages est libre sauf si des motifs justifiés par des raisons de sécurité, de défense nationale ou de protection de l'environnement nécessitent des dispositions particulières.

L'usage libre et gratuit par le public constitue la destination fondamentale des plages au même titre que leur affectation aux activités de pêche et de cultures marines.

Les concessions de plage sont accordées ou renouvelées après enquête publique ; elles préservent la libre circulation sur la plage et le libre usage par le public d'un espace d'une largeur significative tout le long de la mer.

Tout contrat de concession doit déterminer la largeur de cet espace en tenant compte des caractéristiques des lieux.

Les concessions de plage et les sous-traités d'exploitation sont portés à la connaissance du public par le concessionnaire.

Sauf autorisation donnée par le représentant de l'Etat dans le département, après avis du maire, la circulation et le stationnement des véhicules terrestres à moteur autres que les véhicules de secours, de police et d'exploitation sont interdits, en dehors des chemins aménagés, sur le rivage de la mer et sur les dunes et plages appartenant au domaine public ou privé des personnes publiques lorsque ces lieux sont ouverts au public.

Art. 31. - L'article L. 131-2 du code des communes est complété par l'alinéa suivant :

« La police municipale des communes riveraines de la mer s'exerce sur le rivage de la mer jusqu'à la limite des eaux. »

Art. 32. - Il est inséré, dans la section II du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du code des communes, avant l'article L. 131-3, un article L. 131-2-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 131-2-1. - Le maire exerce la police des baignades et des activités nautiques pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage et des engins non immatriculés. Cette police s'exerce en mer jusqu'à une limite fixée à 300 mètres à compter de la limite des eaux.

« Le maire réglemente l'utilisation des aménagements réalisés pour la pratique de ces activités. Il pourvoit d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours.

« Le maire délimite une ou plusieurs zones surveillées dans les parties du littoral présentant une garantie suffisante pour la sécurité des baignades et des activités mentionnées ci-dessus. Il détermine des périodes de surveillance. Hors des zones et des périodes ainsi définies, les baignades et activités nautiques sont pratiquées aux risques et périls des intéressés.

« Le maire est tenu d'informer le public par une publicité appropriée, en mairie et sur les lieux où elles se pratiquent, des conditions dans lesquelles les baignades et les activités nautiques sont réglementées, ainsi que des résultats des contrôles de la qualité des eaux de ces baignades accompagnés des précisions nécessaires à leur interprétation. »

Art. 33. - I. - Dans le premier alinéa de l'article L. 131-13 du code des communes, après les mots : « en vertu de l'article L. 131-2 », sont insérés les mots : « et de l'article L. 131-2-1 ».

II. - Dans le troisième alinéa du même article, après les mots : « de l'article L. 131-2 », sont insérés les mots : « et à l'article L. 131-2-1 ».

Art. 34. - La coordination de la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens de secours pour la recherche et le sauvetage des personnes en détresse est assurée sur l'ensemble des eaux maritimes par l'autorité de l'Etat.

Les organismes de secours et de sauvetage en mer sont agréés par l'Etat.

Les modalités d'organisation et de mise en œuvre du secours et du sauvetage en mer ainsi que les conditions de l'agrément et de l'exercice des activités des organismes de secours sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

TITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Art. 35. - Il est inséré, dans le titre V du livre I^{er} du code de l'urbanisme, un chapitre VI ainsi rédigé :

« CHAPITRE VI

« Dispositions particulières au littoral dans les départements d'outre-mer

« Art. L. 156-1. - Les dispositions du chapitre VI du titre IV du livre I^{er} sont applicables aux communes littorales des départements d'outre-mer définies à l'article 2 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 précitée, sous réserve des dispositions ci-après. »

« Art. L. 156-2. - Les dispositions des paragraphes II et III de l'article L. 146-4 ne sont pas applicables. Les dispositions suivantes leur sont substituées.

« Dans les espaces proches du rivage :

« - l'extension de l'urbanisation n'est admise que dans les secteurs déjà occupés par une urbanisation diffuse ;

« - des opérations d'aménagement ne peuvent être autorisées que si elles ont été préalablement prévues par le chapitre particulier du schéma régional valant schéma de mise en valeur de la mer.

« Il est déterminé une bande littorale comprise entre le rivage de la mer et la limite supérieure de la réserve domaniale dite des cinquante pas géométriques définie à l'article L. 86 du code du domaine de l'Etat. A défaut de délimitation ou lorsque la réserve domaniale n'a pas été instituée, cette bande présente une largeur de 81,20 mètres à compter de la limite haute du rivage.

« En dehors des espaces urbanisés, les terrains situés dans la bande littorale définie à l'alinéa précédent sont réservés aux installations nécessaires à des services publics, à des activités économiques ou à des équipements collectifs, lorsqu'ils sont liés à l'usage de la mer. Ces installations organisent ou préservent l'accès et la libre circulation le long du rivage.

« Dans tous les cas, des espaces naturels ouverts sur le rivage et présentant le caractère d'une coupure d'urbanisation sont ménagés entre les zones urbanisables.

« Les constructions et aménagements sur les pentes proches du littoral sont interdits quand leur implantation porte atteinte au caractère paysager des mornes.

« Art. L. 156-3. - Dans les parties actuellement urbanisées de la commune :

« 1° Les terrains compris dans la bande littorale définie à l'article L. 156-2 sont préservés lorsqu'ils sont à usage de plages, d'espaces boisés, de parcs ou de jardins publics. Il en est de même des parties restées naturelles de la zone sauf si un intérêt public exposé au plan d'occupation des sols justifie une autre affectation ;

« 2° Les secteurs de la zone des cinquante pas géométriques situés au droit des parties actuellement urbanisées peuvent, dès lors qu'ils sont déjà équipés ou occupés à la date de promulgation de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 précitée, être délimités par le plan d'occupation des sols pour être affectés à des services publics, à des activités exigeant la proximité immédiate de la mer ou à des opérations de résorption de l'habitat insalubre. »

Art. 36. - L'article 7 de la loi n° 63-1178 du 28 novembre 1963 relative au domaine public maritime est abrogé.

Art. 37. - L'article L. 87 du code du domaine de l'Etat est ainsi rédigé :

« Art. L. 87. - La zone comprise entre la limite du rivage de la mer et la limite supérieure de la zone dite des cinquante pas géométriques définie à l'article L. 86 du présent code fait partie du domaine public maritime. Ces dispositions s'appliquent sous réserve des droits des tiers à l'entrée en vigueur de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral. Elles ne s'appliquent pas :

« - aux parcelles appartenant en propriété à des personnes publiques ou privées qui peuvent justifier de leur droit ;

« - aux immeubles qui dépendent soit du domaine public autre que maritime, soit du domaine privé de l'Etat affecté aux services publics ;

« - aux terrains domaniaux gérés par l'Office national des forêts en application de l'article L. 121-2 du code forestier.

« Le déclassement de ceux de ces terrains qui ne seraient plus utiles à la satisfaction des besoins d'intérêt public est prononcé dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Art. 38. - L'article L. 88 du code du domaine de l'Etat est ainsi rédigé :

« Art. L. 88. - Les droits des tiers résultant soit de titres valides en vertu des dispositions de l'article 10 du décret n° 55-885 du 30 juin 1955 relatif à l'introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, de la législation et de la réglementation métropolitaines concernant le domaine public maritime et l'exécution des travaux mixtes, et modi-

fiant le statut de la zone dite des cinquante pas géométriques existant dans ces départements, soit de ventes ou promesses de vente consenties ultérieurement par l'Etat, soit enfin, dans le département de la Réunion, des éventuelles prescriptions acquises à la date de promulgation de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 précitée, sont expressément réservés. »

Art. 39. - L'article L. 89 du code du domaine de l'Etat est ainsi rédigé :

« Art. L. 89. - La commune peut obtenir, après déclassement, la cession à son profit de terrains susceptibles d'aménagement, situés dans la zone dite des cinquante pas géométriques dépendant du domaine public de l'Etat.

« Cette cession ne peut concerner que des terrains classés en zone urbaine par un plan d'occupation des sols opposable aux tiers et inclus dans un périmètre géré par la commune en vertu d'une convention de gestion de l'article L. 51-1.

« La cession doit avoir pour but la réalisation d'opérations d'aménagement conformes au code de l'urbanisme et notamment aux objectifs définis au troisième alinéa de son article L. 156-3.

« Le paiement du prix de cession peut être échelonné ou différé, sur la demande de la commune, dans un délai ne pouvant excéder la date d'achèvement de chaque tranche de travaux ou à la date d'utilisation ou de commercialisation des terrains si elle est antérieure. Dans ce cas, il est actualisé à la date du ou des règlements.

« Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent article. »

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 40. - Les articles 6 et 11 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sont complétés par l'alinéa suivant :

« En vue de protéger les intérêts visés à l'article 1^{er}, le représentant de l'Etat peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application de la présente loi. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis du conseil départemental d'hygiène. »

Art. 41. - Le Gouvernement déposera chaque année devant le Parlement un rapport sur l'application des articles 1^{er} à 39 de la présente loi et sur les mesures spécifiques qui auront été prises en faveur du littoral.

Art. 42. - Dans le deuxième alinéa de l'article 1^{er} de la loi n° 75-602 du 10 juillet 1975 portant création du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, les mots : « et dans les communes riveraines des lacs et plans d'eau d'une superficie au moins égale à 1 000 hectares » sont remplacés par les mots : « délimités au 10 juillet 1975 et dans les communes littorales au sens de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 janvier 1986.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
LAURENT FABIUS

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,
PIERRE BÉRÉGOVOY

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
ROBERT BADINTER

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,
PIERRE JOXE

Le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports,
JEAN AUROUX

Le ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme,
MICHEL CRÉPEAU

Le ministre de l'environnement,
HUGUETTE BOUCHARDEAU

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre
de l'intérieur et de la décentralisation,
chargé des départements et territoires d'outre-mer,*
GEORGES LEMOINE

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre
de l'urbanisme, du logement et des transports,
chargé de la mer,*
GUY LENGAGNE

(1) Travaux préparatoires : loi n° 86-2.

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 2947 ;

Rapport de M. Lacombe, au nom de la commission de la production, n° 3084 ;

Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 22 novembre 1985.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 108 (1985-1986) ;
Rapport de M. de Rohan, au nom de la commission des affaires économiques, n° 191 (1985-1986) ;

Avis de la commission des lois, n° 180 (1985-1986) ;

Discussion et adoption le 16 décembre 1985.

Assemblée nationale :

Projet de loi, modifié par le Sénat, n° 3207 ;

Rapport de M. Lacombe, au nom de la commission mixte paritaire, n° 3226 ;

Discussion et adoption le 19 décembre 1985.

Sénat :

Rapport de M. de Rohan, au nom de la commission mixte paritaire, n° 244 (1985-1986) ;

Discussion et adoption le 20 décembre 1985.

décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

PREMIER MINISTRE

Arrêté du 5 septembre 1985 portant affectation d'un ensemble immobilier (rectificatif)

Rectificatif au Journal officiel du 13 septembre 1985, page 10535, 2^e colonne, 7^e ligne, au lieu de : « ...six bâtiments », lire : « ...seize bâtiments ».

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

Décret n° 85-1502 du 31 décembre 1985 portant virement de crédits

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et du budget,

Vu l'article 14 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1985,

Décète :

Art. 1^{er}. - Est annulé sur 1985 un crédit de 3 300 000 F applicable au budget et aux chapitres mentionnés dans le tableau A annexé au présent décret.

Art. 2. - Est ouvert sur 1985 un crédit de 3 300 000 F applicable au budget et aux chapitres mentionnés dans le tableau B annexé au présent décret.

Art. 3. - Le ministre de l'économie, des finances et du budget et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 31 décembre 1985.

LAURENT FABIUS

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,
PIERRE BÉRÉGOVOY

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget,
chargé du budget et de la consommation,
HENRI EMMANUELLI

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE LA MER

no 83-634 du 20 septembre 1983 portant application de dispositions du code de l'urbanisme particulières au littoral et modifiant la liste des catégories d'aménagements, d'ouvrages ou de travaux devant précéder d'une enquête publique

NOR: EQUU8800774D

Premier ministre.

Le rapport du ministre de l'équipement, du logement, des ports et de la mer et du ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé de la mer.

code de l'urbanisme :

la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque ;

la loi no 60-708 du 22 juillet 1960 relative à la création des parcs nationaux ;

la loi no 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

la loi no 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

le décret no 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi no 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu.

Décrète :

1er. - Il est créé au titre IV du livre Ier de la deuxième partie (Règlementaire) du code de l'urbanisme un chapitre VI intitulé :

« Chapitre VI

« Dispositions particulières au littoral

« Article R. 146-1

En application du premier alinéa de l'article L. 146-6, sont considérés, dès lors qu'ils constituent un site ou un paysage remarquable ou caractéristique du patrimoine naturel et du littoral, sont nécessaires au maintien des équilibres écologiques ou présentent un intérêt écologique :

1° Les dunes, les landes côtières, les plages et les lidos, les falaises et les abords de celles-ci ;

2° Les forêts et zones boisées proches du rivage de la mer, les plans d'eau intérieurs d'une superficie supérieure à 1 hectare ;

3° Les îlots inhabités ;

4° Les parties naturelles des estuaires, des rias ou abers et des lagunes ;

5° Les marais, les vasières, les tourbières, les plans d'eau, les milieux humides et milieux temporairement immergés ;

6° Les milieux abritant des concentrations naturelles d'espèces animales ou végétales telles que les herbiers, les frayères, les mureilles et les gisements naturels de coquillages ;

7° Les espaces délimités pour conserver les espèces en application de l'article 4 de la loi no 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

8° Les zones de repos, de nidification et de gagnage de l'avifaune désignées par la directive européenne no 79-409 du 19 juin 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

9° Les parties naturelles des sites inscrits ou classés en application de la loi du 2 mai 1930 modifiée et des parcs nationaux en application de la loi no 60-708 du 22 juillet 1960 relative à la création des parcs nationaux ;

10° Les réserves naturelles instituées en application de la loi no 76-629 du 10 juillet 1976 ;

11° Les formations géologiques telles que les gisements de fossiles, les stratotypes, les grottes ou les accidents géologiques remarquables ;

12° Les sites, les lagunes et les mangroves dans les

« Article R. 146-2

« En application du deuxième alinéa de l'article L. 146-6, peuvent être implantés dans les espaces et milieux mentionnés à l'article R. 146-1, après enquête publique dans les cas prévus par le décret no 85-453 du 23 avril 1985, les aménagements légers suivants :

« a) Les chemins piétonniers et les objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public, lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux ;

« b) Les aménagements nécessaires à l'exercice des activités agricoles, de pêche et cultures marines ou lacustres, conchylicoles, pastorales et forestières ne créant pas de surface hors œuvre nette au sens de l'article R. 112-2 et dont la localisation dans ces espaces ou milieux ne dénature pas le caractère des lieux et est rendue indispensable par des nécessités techniques. »

Art. 2. - Le tableau annexé au décret no 85-453 du 23 avril 1985 est modifié et complété conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 3. - Le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre de l'agriculture et de la forêt, le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé de la mer, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités territoriales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 20 septembre 1989.

MICHEL ROGARD

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer,
MICHEL DELEBARRE

Le ministre de l'intérieur,
PIERRE JOXE,

Le ministre de l'agriculture et de la forêt,
HENRI NALLET

Le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé de la mer,
JACQUES MELLISS

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs,
BRICE LALONDE

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités territoriales,
JEAN-MICHEL BAYLET

ANNEXE

(Article 2 du décret)

CATÉGORIES D'AMÉNAGEMENTS ouvrages ou travaux soumis à enquête publique régie par la loi du 12 juillet 1983	SEUILS ET CRITÈRES
3° Travaux d'hydraulique agricole mentionnés du 2° au 7° de l'article 175 du code rural	Travaux d'un montant au moins égal à 12 000 000 F, ce seuil étant abaissé à : a) 6 000 000 F lorsque ces travaux sont entrepris en tout ou partie : - dans les zones de montagne visées aux articles 3 et 4 de la loi du 3 janvier



planifier l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral

juillet 2006





Le littoral, plus que tout autre espace du territoire national, est soumis à des enjeux et à des pressions contradictoires : attractivité résidentielle et urbanisation croissante d'une part, forte sensibilité environnementale et paysagère d'autre part. Les Français manifestent un grand attachement à leur patrimoine commun sur le littoral.

Les questions du logement, des risques, de l'accessibilité ou de l'emploi s'y posent avec une acuité souvent redoublée par rapport au reste du territoire. La préservation des valeurs environnementales et patrimoniales particulièrement remarquables qui s'attachent à ces espaces doit s'imposer à tous comme une exigence incontournable. La Charte de l'environnement éclaire sous un jour nouveau cette nécessité.

Seules une capacité d'anticipation, une vision à long terme, stratégique et ambitieuse, relayée par des volontés politiques locales fortes, peuvent permettre de répondre à ces défis. Une politique cohérente et volontariste est nécessaire tant à l'échelle des bassins de vie qu'à celle des grands espaces régionaux et interrégionaux.

À ces différentes échelles, l'ensemble des approches et outils en matière d'habitat, de transport, d'aménagement et de protection de l'espace, tels que SCOT et PLU, doit être mobilisé et mis au service d'une application à la fois rigoureuse et raisonnée des principes que le législateur avait posés dans la loi Littoral. Depuis 1986, cette loi contribue à préserver les richesses exceptionnelles des côtes françaises.

Les enjeux de cette loi, la gestion économe de l'espace et l'équilibre entre développement et préservation, restent en effet, même vingt ans après, pleinement d'actualité et méritaient d'être rappelés. C'est l'ambition de cette plaquette.

Dominique Perben
Ministre des Transports, de l'Équipement,
du Tourisme et de la Mer

Nelly Olin
Ministre de l'Écologie
et du Développement Durable



Sommaire

Planifier l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral

I - LE LITTORAL : DES SPÉCIFICITÉS FORTES, DES ENJEUX QUI SE DÉCLINENT À PLUSIEURS ÉCHELLES	5
1. Des mutations rapides	5
2. Les exigences d'un développement durable du littoral	7
3. Du développement durable à la gouvernance des territoires littoraux : les bonnes échelles de l'action publique	8
II - LA PLANIFICATION AU SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DURABLE DES TERRITOIRES LITTORAUX	9
III - LES PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT DU LITTORAL	15
1. Organiser le développement	15
2. Encadrer l'extension de l'urbanisation	17
3. Prévoir et encadrer le développement des installations de loisirs	24
4. Définir les espaces proches du rivage	26
5. Préserver la bande des 100 mètres	31
6. Protéger les espaces remarquables	34
7. Ménager des coupures d'urbanisation	37
8. Préserver les enjeux environnementaux et la biodiversité	40
9. Préserver les paysages et conforter l'agriculture	41
10. Prendre en compte les risques	43
Tableau récapitulatif de l'intégration des principes de la loi Littoral dans les documents d'urbanisme	45
Références bibliographiques, sites internet, crédits photos et illustrations	47



I - Le littoral : des spécificités fortes, des enjeux qui se déclinent à plusieurs échelles

1. Des mutations rapides

Les évolutions sociales et économiques, les nouvelles aspirations liées aux modes de vie ont produit au cours de la dernière décennie une formidable accélération du développement et de l'attractivité des régions littorales. Les flux migratoires continus en provenance du reste du pays et de l'Europe entière, combinés au développement de la société des loisirs et du temps libre, ont favorisé une concentration sans précédent dans l'histoire du pays d'activités, d'implantations résidentielles, d'équipements et de services sur les côtes françaises.

Les régions littorales se trouvent ainsi au cœur d'un triple processus de mutations, à la fois sociétale, économique et spatiale, qui pèsent sur les équilibres écologiques et font voler en éclats les équilibres anciens, ainsi que les repères et cadres traditionnels de l'action publique sur ces territoires, et appellent un renouvellement de la réflexion sur les conditions du développement durable et de la gouvernance de ces espaces inédits.

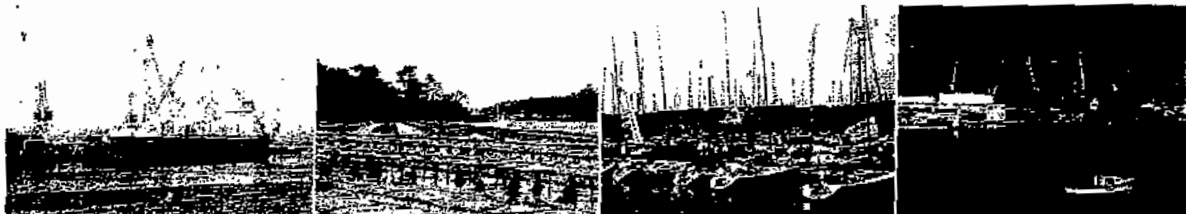
Espaces d'exception, les territoires littoraux, plus qu'ailleurs, exigent une gestion publique renouvelée adaptée aux différentes échelles d'enjeux et de territoires, capable de régler les conflits d'usage, de trouver les justes équilibres, et de prendre en compte l'avenir à long terme.

2. Les exigences d'un développement durable du littoral

Au cœur de cette préoccupation, et dans le respect des principes de la Charte de l'environnement, trois enjeux doivent tout particulièrement retenir l'attention :

- l'économie littorale est faite à la fois des activités liées à la mer, mais aussi des activités industrielles et portuaires, du tourisme, des activités de service et de l'économie résidentielle. Elle doit pouvoir trouver sa place dans un territoire très convoité, rare. Son développement doit pouvoir s'adosser aux infrastructures et équipements nécessaires au maintien, et même au renforcement, de la compétitivité d'espaces littoraux ouverts sur l'économie mondiale,
- la préservation de l'environnement et du patrimoine, qui font souvent de ces territoires littoraux des territoires d'exception et uniques et la prise en compte des risques concernant les changements climatiques constituent une priorité. La protection, la gestion et la mise en valeur de ces espaces doivent contribuer à sauvegarder ces atouts, seuls gages d'une attractivité durable sur le long terme de notre littoral, mais aussi de son identité forgée au fil d'une histoire souvent très riche,
- le littoral doit être un espace permettant également l'accueil des familles les plus modestes, des travailleurs les plus vulnérables, des saisonniers et des jeunes. Seules des politiques finement adaptées de l'habitat, des déplacements et de la mobilité peuvent permettre de répondre à ces besoins et d'infléchir la tendance à la transformation du littoral en un espace d'exclusion.

À cet égard, le concept de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) promu par l'Union européenne, qui vise à réunir l'ensemble des acteurs concernés pour partager une vision commune des enjeux et une nouvelle forme de gouvernance des espaces littoraux, ouvre des perspectives intéressantes.





II - La planification au service de l'aménagement durable des territoires littoraux

Planifier, c'est d'abord analyser, comprendre ce qui se passe, anticiper et faire des choix pour organiser au mieux l'espace et répondre aux besoins.

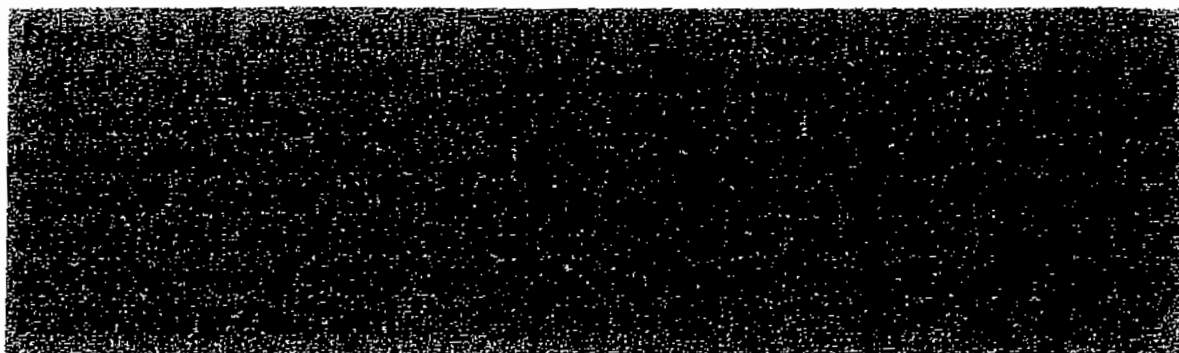
Des plans locaux d'urbanisme (PLU) aux schémas de cohérence territoriale (SCOT), des démarches en cours sur des échelles plus importantes comme celle de la mise en cohérence entre SCOT aux directives territoriales d'aménagement (DTA) qui couvrent des enjeux encore plus larges, les documents d'urbanisme sont la traduction des projets de territoire à ces différentes échelles.

Les documents d'urbanisme, SCOT et PLU principalement, permettent d'affirmer une vision pour le territoire et de la faire partager. Cette vision prend la forme d'un projet : le projet d'aménagement et de développement durable (PADD). Ce projet est d'abord l'expression de ce que les élus souhaitent pour ce territoire et d'une vision de son avenir à la lueur des réalités locales. Plus ces intentions sont explicitées, plus le projet donne du sens aux actions sur le territoire.

Pour mettre en oeuvre ce projet, la loi Littoral apporte un cadre adapté à la planification : la protection, la gestion et les principes d'aménagement sont posés fortement. C'est ce qui permet de passer à l'action, c'est-à-dire aux projets d'aménagement et d'urbanisation.

SCOT une certaine sécurité juridique aux autorisations d'occuper le sol, dans la mesure où ils motivent les choix stratégiques de la commune, dans le respect des dispositions de la loi et des orientations de la jurisprudence.

Les schémas de mise en valeur de la mer (SMVM) déterminent les orientations générales de l'organisation de l'espace, notamment en ce qui concerne le développement industriel et portuaire, les cultures marines et les activités de loisirs, en précisant leur nature, leurs caractéristiques et leur localisation, ainsi que les normes et prescriptions s'y rapportant.



Le schéma de cohérence territoriale (SCOT), permet de traiter globalement les enjeux d'un territoire couvrant à la fois un important linéaire de côte et un vaste arrière-pays, correspondant au bassin de vie, d'emploi ou ayant une cohérence géographique et paysagère.

Il permet d'anticiper sur les besoins en termes de déplacement, d'habitat et d'équipements en fonction des prévisions de développement, tout en garantissant les équilibres des ressources naturelles, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement.



Ainsi, dans les espaces proches du rivage, l'urbanisation de certains secteurs stratégiques est possible en contrepartie d'une protection plus stricte d'autres espaces. Cette possibilité n'est pas ouverte par le PLU.

de délimiter précisément, à la parcelle, les espaces remarquables et les espaces proches du rivage ;
de prévoir des secteurs constructibles, soit en continuité des villages et agglomérations, soit en discontinuité sous forme de hameaux nouveaux ;
de porter la largeur de la bande littorale protégée au-delà de 100 m si la sensibilité des milieux ou les risques liés à l'érosion des côtes le justifient ;
de préciser les activités économiques et les équipements autorisés dans les espaces remarquables ;
de prendre en compte les risques dans les choix d'urbanisation.

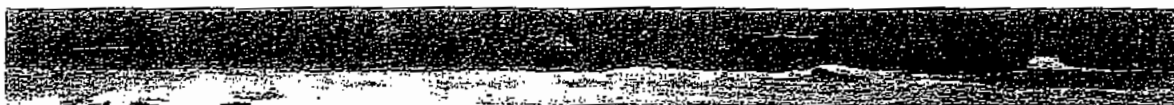
Le règlement des règles d'urbanisation et précise la constructibilité des zones en tenant compte des protections prévues par la loi.

Le règlement en l'absence de SCOT, motiver les secteurs où l'urbanisation doit être limitée dans les espaces proches du rivage, en fonction de la configuration des lieux et de l'accueil d'activités économiques exigeant la proximité de la mer ;
protéger les espaces remarquables identifiés par le SCOT ;
classer les ensembles boisés existants les plus significatifs ;
prévoir les secteurs réservés aux campings et au stationnement des caravanes en dehors des espaces urbanisés ;
préserver les coupures d'urbanisation.

La carte communale permet de définir les zones constructibles et inconstructibles sans créer un règlement particulier (c'est le règlement national d'urbanisme qui s'applique). Les zones constructibles doivent être limitées dans les espaces proches du rivage.

En l'absence de tout document d'urbanisme, la constructibilité est limitée aux parties actuellement urbanisées de la commune.

La loi Littoral s'applique à toute construction, lotissement et aménagement. L'existence d'un document d'urbanisme qui l'intègre, définissant localement l'équilibre entre développement et protection, permet plus facilement de vérifier si les projets respectent les orientations de la loi.



III - Les principes d'aménagement du littoral

1. Organiser le développement

Pour mieux organiser le développement de leur territoire et définir la constructibilité dans les documents d'urbanisme, les collectivités doivent apprécier leur capacité d'accueil. L'échelle correspondant au bassin de vie, d'emploi et de déplacements permettra d'évaluer les impacts locaux et de faire les choix les plus conformes aux nécessités et aux enjeux locaux.

► Pourquoi la notion de capacité d'accueil ?

Tout territoire est une ressource produisant à la fois de la valeur d'usage et de la valeur économique. Plus que tout autre sans doute, le littoral est une ressource limitée, ce qui rend absolument nécessaire d'avoir en permanence une vision d'anticipation sur le long terme. Siège de multiples activités économiques liées à la mer et aux échanges internationaux, il est également un puissant vecteur de valeurs en termes d'usages et de modes de vie.

À cet égard, la capacité d'accueil détermine ce que le territoire peut supporter comme activités et usages sans qu'il soit porté atteinte à son identité physique, économique, socioculturelle et aux équilibres écologiques. Elle prend également en compte le niveau général d'équipement du territoire.

Elle est également importante à définir lorsque la population saisonnière augmente considérablement, mettant en péril l'équilibre des espaces naturels et des plages en particulier.

2. Encadrer l'extension de l'urbanisation

Prévoir l'urbanisation et encadrer son extension nécessitent un travail d'anticipation sur les évolutions possibles, ce qui suppose une analyse de l'état existant et de sa capacité à se transformer. Cela doit se traduire par un projet qui définit les secteurs de développement, leur densité et leurs limites, ainsi que les paysages et les espaces naturels à préserver. L'objectif est de maîtriser au mieux les modes d'urbanisation diffus, consommateurs d'espace et générateurs de coûts importants pour les collectivités et pour les habitants.

Les principes de la loi Littoral vont dans ce sens : l'extension de l'urbanisation dans les communes littorales doit se réaliser en continuité des agglomérations et villages existants, ou sous forme de hameaux nouveaux intégrés à l'environnement.

Le principe de continuité a été instauré pour lutter contre le mitage et gérer l'espace de manière économe. Il permet à la commune de maintenir un tissu urbain continu, ce qui est plus économique en termes de réseaux, de voirie, de déplacements, et permet une meilleure utilisation de l'espace avec des formes urbaines plus appropriées. C'est aussi une façon d'améliorer la qualité du paysage urbain et de préserver les espaces encore naturels, principaux facteurs d'attractivité du littoral.

L'extension de l'urbanisation est également autorisée sous la forme de hameaux nouveaux. Ce choix peut être fait par exemple dans le cas d'une commune souhaitant limiter son étalement et préserver des coupures d'urbanisation. Dans ce cas, elle prévoira une coupure d'urbanisation pour installer un hameau nouveau de l'autre côté de cette coupure.

Le hameau nouveau est également adapté pour préserver les caractéristiques du village existant, son environnement, ou les terres agricoles de qualité situées en périphérie.

De même, il est possible de réhabiliter ou restaurer des bâtiments existants, même partiellement détruits, ou de les reconstruire (dans le cas d'un sinistre, par exemple), sauf si le document d'urbanisme l'interdit.

► **Que faut-il entendre par extension de l'urbanisation ?**

1. La création d'un quartier nouveau.
2. L'extension ou le renforcement significatif de l'espace déjà urbanisé.
3. La modification de façon importante des caractéristiques d'un quartier existant, en le densifiant fortement ou en en augmentant la hauteur de façon sensible.



Façade existante



Respect des échelles, rythmes et volumétries : c'est une extension limitée de l'urbanisation



Rupture et perte de l'échelle existante : ce n'est pas une extension limitée de l'urbanisation

DGURHC - PA / PAT

► Qu'est ce qu'un village ?

C'est un ensemble d'habitations organisé autour d'un noyau traditionnel, assez important pour avoir une vie propre, comportant un ou plusieurs bâtiments offrant des services de proximité - administratifs (mairie, école...), culturels ou commerciaux - tout au long de l'année.

Les villages sont plus importants que les hameaux et comprennent - ou ont compris dans le passé - des équipements ou lieux collectifs administratifs, culturels ou commerciaux, même si, dans certains cas, ces équipements ne sont plus en service, compte tenu de l'évolution des modes de vie.

Ce qui caractérise le village en termes de composition, c'est son unité. Unité par la continuité du bâti, par son organisation et son implantation spatiale le long des voies et des espaces publics. Dans les villages, comme dans les centres anciens des villes, le parcellaire agricole préexistant conditionne la trame du tissu urbain et, par conséquent, le rythme des constructions et l'orientation des voies. Le relief apparaît souvent comme un facteur qui ordonne et clarifie la forme urbaine des villages.

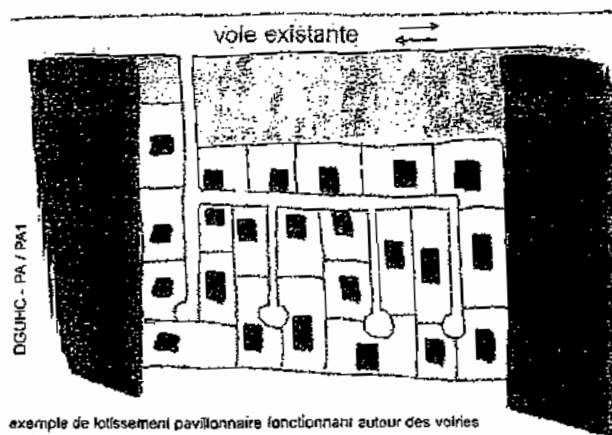
► Qu'est-ce qu'un hameau ?

Il s'agit d'un petit groupe d'habitations, pouvant comprendre également d'autres types de constructions, isolé et distinct du bourg ou du village. Une commune peut être composée d'un ou de plusieurs villages ou de plusieurs hameaux. Il faut distinguer les hameaux des bâtiments isolés et implantés de façon anarchique (mitage).

Ce qui caractérise le hameau, c'est le regroupement des constructions dans une organisation spatiale relativement modeste mais dont la structure est clairement identifiée. La taille et le type d'organisation des hameaux dépendent très largement des traditions locales et des conditions de contexte.

Pour l'application de la loi Littoral, la taille de l'opération, appréciée en fonction des traditions locales, ainsi que la qualité du projet sont prépondérantes.

► Ce n'est pas un hameau nouveau



Un lotissement pavillonnaire isolé, de conception banale et sans relation avec le contexte paysager dans lequel il s'inscrit, ne peut pas être considéré comme un hameau nouveau au sens de la loi Littoral.

Par exemple, c'est particulièrement le cas des lotissements construits autour de voiries en impasse.

► Les activités doivent-elles aussi être implantées en continuité ?

Oui, si elles représentent une extension de l'urbanisation, comme par exemple les bâtiments d'une certaine importance.

Les dérogations au principe d'urbanisation en continuité ont été très limitées, afin d'éviter le mitage des espaces littoraux naturels ou à usage agricole. La seule exception possible est celle des constructions ou installations agricoles "incompatibles avec le voisinage des zones habitées", en dehors cependant des espaces proches du rivage. L'autorisation est soumise à l'accord du préfet après avis de la Commission des sites.

► **Où peut-on implanter un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs ?**

- ✓ **En zone urbanisée** ou à urbaniser, dans des secteurs délimités à cet effet par le PLU.
- ✓ **En zone naturelle** pour les camps de tourisme saisonnier et les aires naturelles de camping. Les emplacements n'étant pas individuellement desservis, les HLL et mobile homes y sont interdits.

L'article R. 111-2 du code de l'urbanisme permet d'interdire ou de subordonner l'aménagement des terrains de camping à l'observation de prescriptions spéciales si ce mode d'occupation du sol est susceptible de porter atteinte à la sécurité.

Lorsque les risques sont trop importants et que ces prescriptions ne peuvent les limiter de façon suffisante, un refus d'autorisation de création de terrain s'impose aux autorités locales.

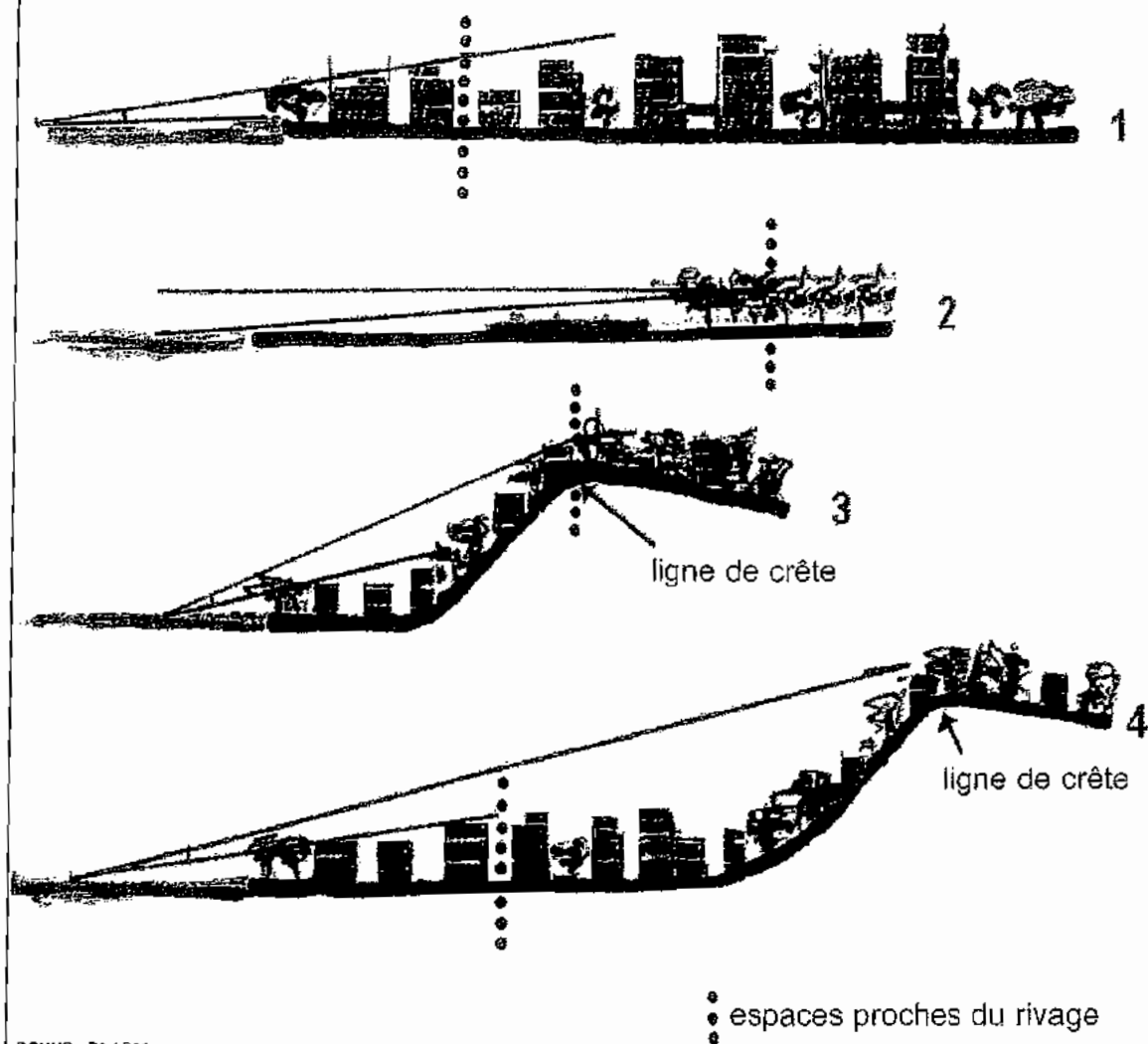
Il revient au préfet de recenser les zones concernées pour les qualifier de "zones à risques" par arrêté. Le maire doit communiquer la liste des terrains situés dans ces zones au préfet. Ce recensement est un préalable nécessaire à la définition et à la mise en œuvre des prescriptions de sécurité.

Dans les espaces remarquables, les coupures d'urbanisation et la bande des 100 mètres, l'implantation de nouveaux terrains de camping est interdite. Les terrains de camping antérieurs à la loi Littoral situés dans ces espaces peuvent réaliser des travaux d'entretien ou de réfection (sanitaires par exemple), ainsi qu'une extension limitée. L'implantation est également interdite dans les sites classés, inscrits ou en instance de classement. Dans les sites Natura 2000, ZNIEFF, ZICO l'installation peut être refusée si l'étude montre qu'elle porte atteinte aux objectifs de conservation.

L'installation d'habitations légères de loisirs n'est pas possible en dehors des terrains de camping et des parcs résidentiels de loisirs.

Les campings sont interdits en dehors des espaces urbanisés des secteurs prévus par les documents d'urbanisme.

COUPES DE PRINCIPE



OGUHC - PA / PA1

Pour garantir une meilleure sécurité juridique, les espaces proches du rivage devraient être délimités graphiquement dans les documents d'urbanisme. Leur délimitation sera justifiée dans le rapport de présentation du PLU.

► **Qu'est-ce qu'une extension limitée de l'urbanisation ?**

Le principe d'extension limitée de l'urbanisation répond à la nécessité d'empêcher un développement important de l'urbanisation dans les secteurs sensibles que sont les espaces proches du rivage. Il a pour objectif de privilégier un développement du bâti en profondeur vers l'arrière de la commune et de freiner une extension parallèle au rivage de part et d'autre de l'urbanisation existante.

Cette disposition s'applique dans les zones urbanisées et non-urbanisées des espaces proches du rivage.

Les critères pour juger qu'une extension est limitée sont notamment :

- **la surface**, même si aucun seuil n'est indiqué dans la loi, les opérations d'urbanisation ne doivent pas être surdimensionnées,
- **la densité**, la localisation des constructions et la configuration des lieux,
- **l'étendue de la zone ouverte à l'urbanisation** : il faut garder un rapport de proportion raisonnable avec l'environnement du projet d'extension de l'urbanisation.

Ces critères doivent s'apprécier en fonction de l'urbanisation existante.

Au-delà de ces critères, il est également important de prendre en compte la qualité des espaces naturels, des écosystèmes pour organiser au mieux l'extension de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage en se plaçant à la bonne échelle.

5. Préserver la bande des 100 mètres

La préservation d'une bande littorale est fondamentale puisque c'est la zone la plus soumise aux pressions liées à de multiples usages : baignade, nautisme, activités portuaires et de pêche, urbanisation. Directement soumise au recul du trait de côte, la bande littorale est l'espace susceptible d'être le plus affecté par l'élévation du niveau de la mer, l'augmentation de la force et de la fréquence des tempêtes.

L'inconstructibilité des espaces les plus fragiles permet de préserver les ressources naturelles et culturelles, facteurs d'équilibre écologique et d'attrait touristique, mais aussi de préserver la valeur d'usage et économique de ces milieux.

En dehors des espaces urbanisés les constructions et installations sont interdites sur une bande de 100 mètres. Seules sont autorisées les constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques nécessitant la proximité immédiate de l'eau.

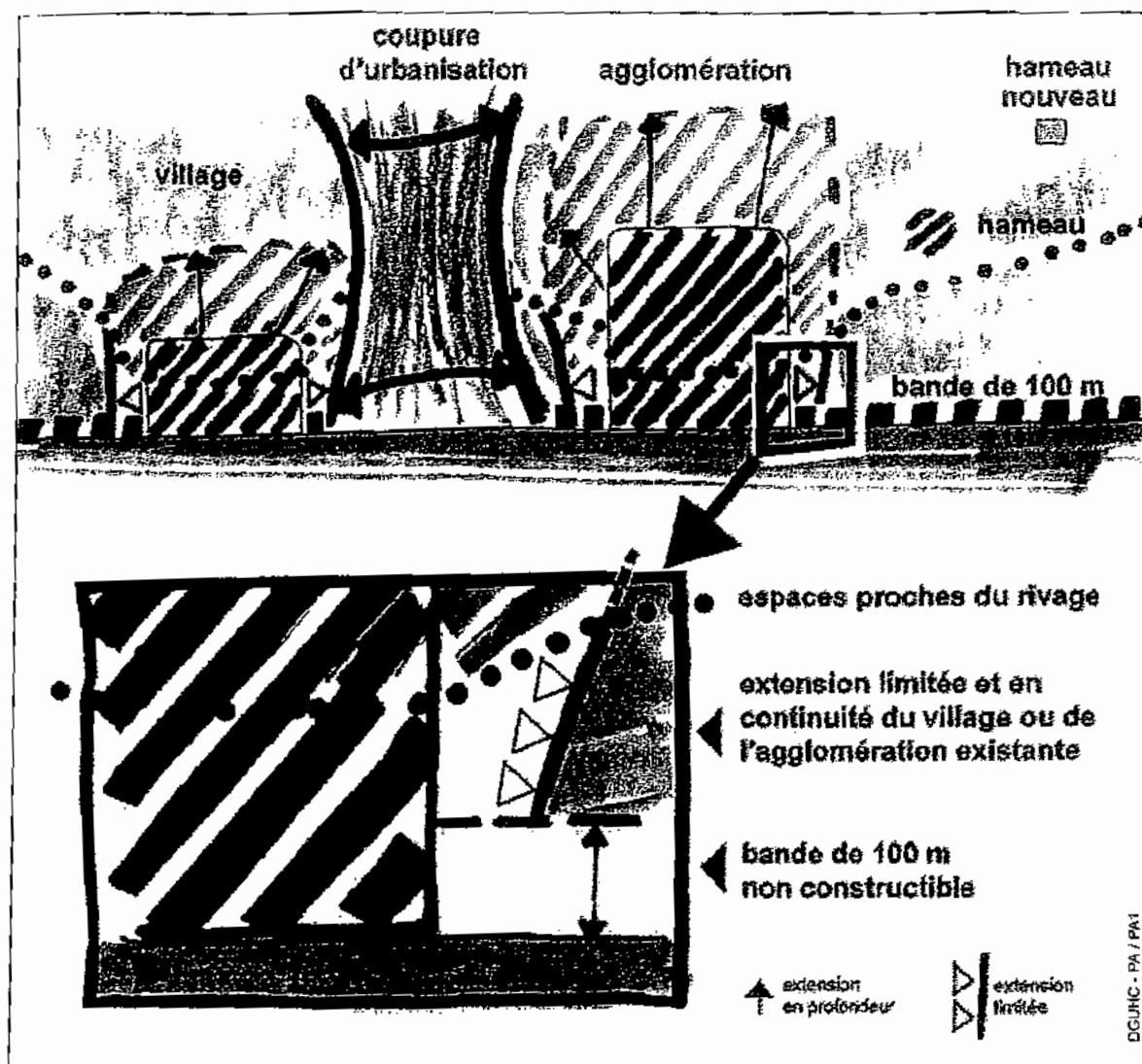
► Comment détermine-t-on la bande des 100 mètres ?

Elle est calculée à partir du rivage de la mer (limite des plus hautes eaux) et des rives des grands estuaires (Seine, Loire et Gironde) en dehors des circonstances météorologiques exceptionnelles, à une distance de 100 mètres comptée horizontalement, sans tenir compte des obstacles ou accidents de relief.

Cette disposition ne s'applique pas le long des rus et des étiers (le décret à venir devra fixer les critères permettant de classer les cours d'eau dans la catégorie des rus et étiers).

Elle est délimitée par le PLU qui peut l'étendre au-delà de 100 mètres si les caractéristiques du milieu ou les risques auxquels il est soumis le justifient (par exemple en cas de forte érosion de la côte).

Principes d'urbanisation dans les communes littorales





C'est le cas de la plupart du réseau Natura 2000, des zones de protection spéciale pour les oiseaux (ZPS) et des sites d'importance communautaires (SIC) retenus au titre de la directive "habitats faune flore" qui se situent sur le littoral. À l'inverse, tout espace naturel proche du rivage ne doit pas être systématiquement considéré comme remarquable s'il ne présente pas d'intérêt particulier, national comme local.

À cet effet, la loi Littoral est un outil de protection efficace pour une partie de ces espaces dès lors qu'ils sont nécessaires au maintien des équilibres biologiques, écologiques et paysagers.

► **Comment délimiter les espaces remarquables ?**

Les documents d'urbanisme doivent délimiter ces espaces, et préciser éventuellement la nature des activités et des équipements qui y seront autorisés.

C'est au SCOT qu'il appartient de les identifier à la bonne échelle de territoire.

La définition de ces espaces nécessite un examen rigoureux, qui doit conduire à écarter les espaces sans intérêt notable, mais sans exclure ceux que les activités économiques traditionnelles ont contribué à façonner (marais salants par exemple). Il appartient en premier lieu aux communes d'identifier et de délimiter les espaces remarquables lors de l'élaboration ou de la révision de leur plan local d'urbanisme (PLU). Pour autant l'État doit avoir sa propre vision des espaces à qualifier de remarquables afin de pouvoir exercer pleinement son rôle, dans les réunions d'association notamment. Les études réalisées au sujet des espaces protégés susceptibles de relever d'une qualification d'espaces remarquables pourront utilement être communiquées aux communes dans le cadre du "porter à connaissance".

► **Que peut-on faire dans les espaces remarquables ?**

Aucune urbanisation nouvelle n'est possible. Seuls des aménagements légers (par exemple chemins piétonniers, ni cimentés ni bitumés, postes d'observation de la

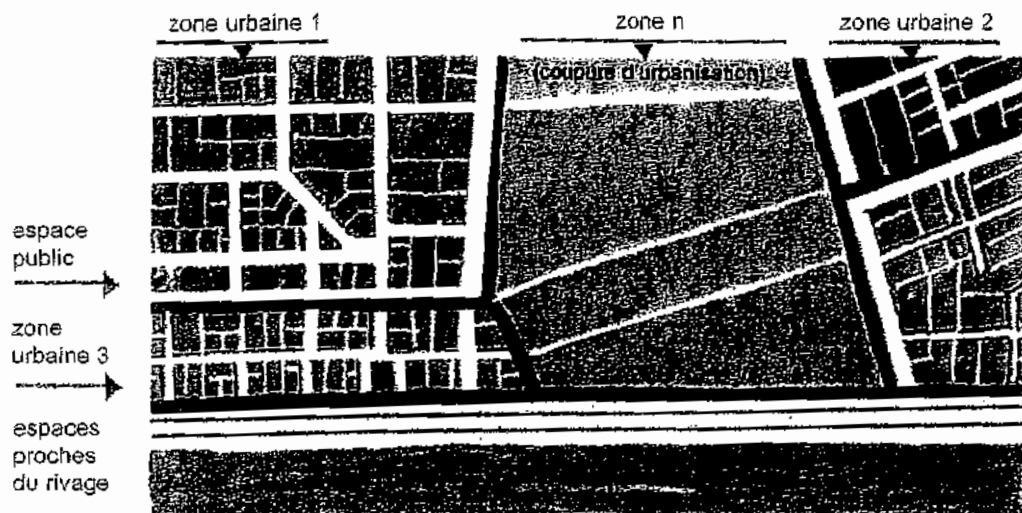
7. Ménager des coupures d'urbanisation

L'intérêt de maintenir des coupures d'urbanisation dans les communes littorales est multiple : elles permettent une aération et une structuration du tissu urbain, elles peuvent remplir des fonctions récréatives ou contribuer au maintien et au développement d'activités agricoles. Elles contribuent à la trame verte, aux équilibres écologiques de la biodiversité et permettent le maintien d'un paysage naturel caractéristique.

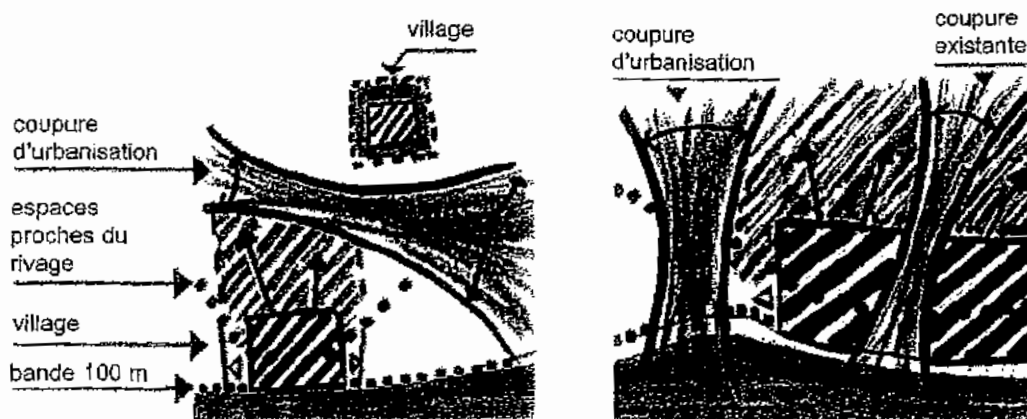
Leur objectif principal est de maintenir des espaces "ouverts" et le rapport avec la mer et les paysages, en évitant la constitution d'un front urbain continu.



PLU : délimitation à la parcelle



SCOT : orientations à grande échelle



9. Préserver les paysages et conforter l'agriculture

► Un paysage spécifique

Le paysage littoral est constitué d'entités multiples, non seulement par la variété des configurations des espaces naturels, mais également par celle des espaces construits et des ensembles cultivés. Les cônes de visibilité permettent de mieux appréhender ces paysages singuliers. Patrimoine bâti, cultures agricoles et maritimes tirent leur diversité de la façon dont ils se sont référés à la mer et à la géographie pour s'organiser. La spécificité littorale vient du fait que toutes ces structures paysagères ont, dans leur diversité, une référence commune majeure : la présence de la mer. À la fois limite, contrainte, espace nourricier et horizon, la mer a conditionné les paysages à travers l'organisation particulière des villes, villages et des activités qui leur sont liées.

Ce façonnage est une histoire de temps, de négociation avec le paysage, d'adaptation et d'ajustements entre activités transformatrices de l'homme sur l'espace et la réponse des écosystèmes à la recherche de nouveaux équilibres. Il en résulte une variété extrême de paysages agricoles et urbains dont les caractéristiques sont issues de cette histoire locale.

Le littoral n'est pas un espace comme les autres, il est lisible de tous les côtés : depuis la mer la lisibilité est complète et donne à voir, d'un coup de regard, l'ensemble composé des profils construits et des espaces naturels, ainsi que du relief ; depuis la terre cette visibilité est multiple avec une particularité forte qui est la perception de la mer, ou du paysage qu'elle suggère.

De cette double relation terre/mer et d'extrême visibilité, l'aménagement de l'espace, la qualité architecturale et l'organisation urbaine (bâtiments agricoles, villages et hameaux, extensions urbaines, fronts urbains, etc.), les rapports avec les paysages, le relief, la mer, posent un certain nombre d'exigences et une responsabilité particulière pour les élus.

L'espace littoral doit garder ses spécificités, son identité qui allie le paysage au patrimoine construit dans un dialogue permanent avec la mer. Cela exige une compréhension de lieux qui fait appel aux compétences de professionnels, paysagistes, architectes, urbanistes, aux missions de conseil telles que les CAUE (conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement), les architectes et paysagistes conseil.

Les élus doivent se poser la question de l'identité de leur territoire et s'entourer des compétences nécessaires pour mieux maîtriser leurs projets d'aménagement, d'extension et veiller à l'intégration des nouvelles constructions dans leur contexte.

10. Prendre en compte les risques

Le littoral est particulièrement touché par la question des risques : inondations, submersion marine, érosion, recul du trait de côte, incendies, épuisement des ressources et pollutions.

En termes de prévention les outils existent : les dispositions d'urbanisme de la loi Littoral, la planification, les documents d'urbanisme et les plans de prévention des risques (PPR). Ils permettent d'évaluer et d'anticiper certains risques connus, de prendre des mesures pour protéger les zones les plus exposées et de garantir la sécurité des personnes et des biens, réduisant ainsi le coût collectif occasionné par les inondations et les incendies notamment. Dans les zones les plus menacées, l'État peut élaborer des PPR visant à maîtriser l'urbanisation et à réduire la vulnérabilité des populations. Il se traduit par des prescriptions définissant les zones inconstructibles, les précautions particulières, les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde, dont certaines peuvent être rendues obligatoires. Le PPR approuvé est une servitude d'utilité publique et s'impose aux PLU. Engager l'élaboration des plans de prévention des risques est une priorité qui doit tenir compte des différents risques recensés.

Les principes de la loi Littoral, notamment l'équilibre entre développement et préservation des paysages et des ressources et les dispositions d'urbanisme permettent une attitude d'anticipation face aux risques. Les coupures d'urbanisation, l'extension limitée dans les espaces proches du rivage, la protection des espaces remarquables et des espaces naturels, la possibilité d'étendre la bande d'inconstructibilité au-delà de 100 mètres dans les espaces les plus fragiles non urbanisés ou soumis au risque d'élévation du niveau de la mer, le maintien des activités agricoles, etc., sont des notions de développement durable qui doivent être prises en compte dans les projets des élus et traduites dans les documents d'urbanisme.

Cependant la seule application, même rigoureuse, de la loi et de ses dispositifs réglementaires n'est pas suffisante face à l'ampleur des phénomènes. Agir sur les facteurs/causes des risques créés par notre propre mode de développement devient

Quelques références bibliographiques...

- "Le schéma de cohérence territoriale", ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, 2003, 110 pages.
- "Construire ensemble un développement équilibré du littoral", DATAR, 2004, 156 pages.
- "Rapport d'information sur l'application de la loi Littoral", Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, Assemblée nationale, 2004, 99 pages.
- "L'application de la loi littoral : pour une mutualisation de l'aménagement du territoire", Commission des lois, Sénat, 2004, 92 pages.

Sites internet

Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction :

www.urbanisme.equipement.gouv.fr

Orthophotographie littorale : <http://siglittoral.test.application.equipement.gouv.fr>

Direction Générale de la Mer et des Transports : www.mer.gouv.fr

Rapport du Sénat : www.senat.fr/rap/r03-421/r03-421.html

Rapport de l'Assemblée nationale : www.assemblee-nationale.fr/12/rap-info/i1740.asp

Conservatoire du littoral : www.conservatoire-du-littoral.fr

Observatoire du Littoral : <http://ifen.fr/littoral>

ANEL : www.anel.asso.fr

Crédits photographies

METATTM/SIC - 1994 photo B. Suard

DDE de la Manche

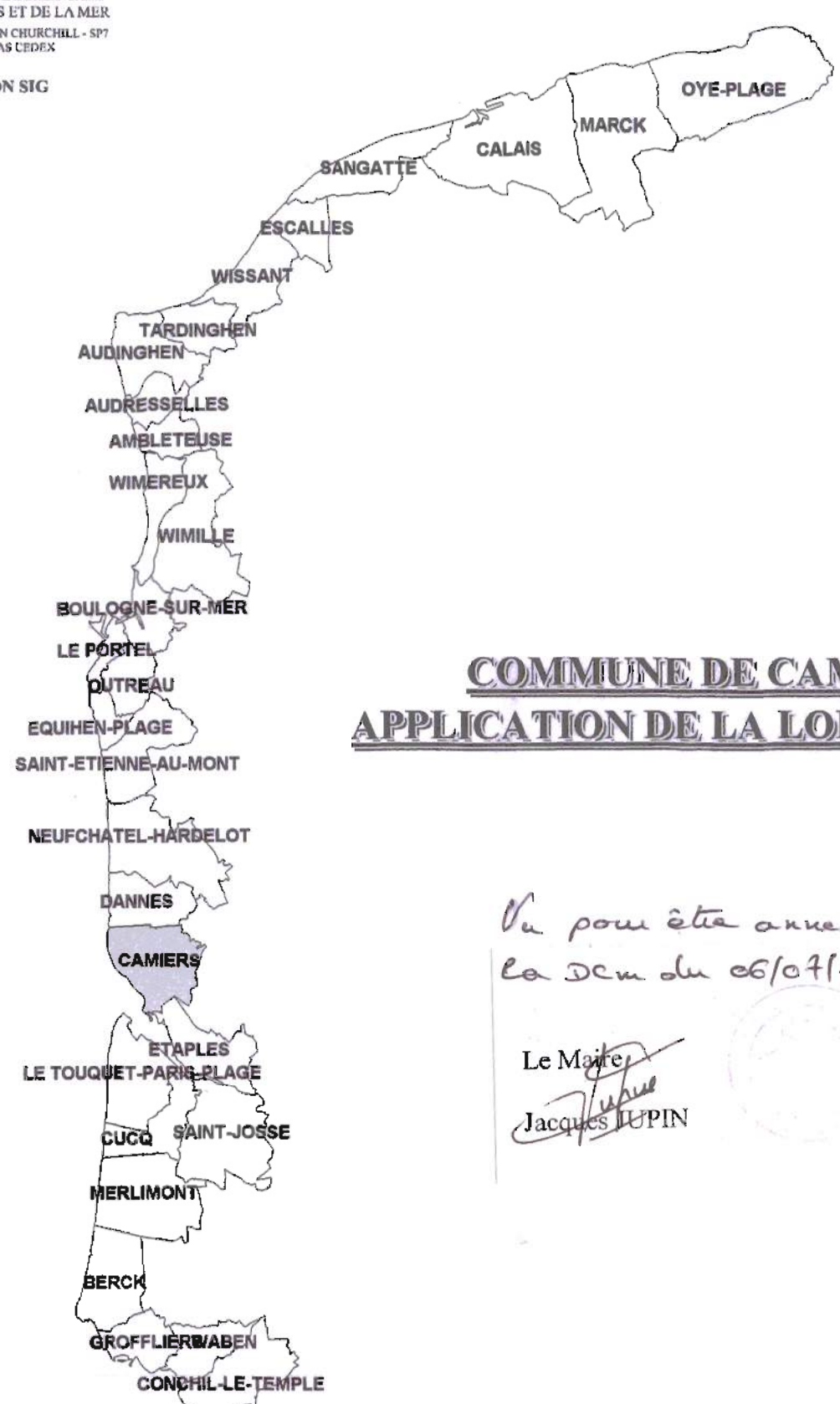
SGAR Languedoc-Roussillon

Cristina Garcez, architecte et urbaniste de l'État

France Poulain, architecte et urbaniste de l'État

Edith Girard, architecte

Les croquis et schémas de principe de ce document ont une valeur indicative, ne pas tenir compte de l'échelle.



COMMUNE DE CAMIERS
APPLICATION DE LA LOI LITTORAL

On peut être amené à
la Dm du 06/07/2011

Le Maire
Jacques LEPIN

LEGENDE

- Laisse Haute mer (Source DML)
- [Bande des 100 m]
- [L 146-6 (voir encart ci-contre)]
- [L 146-5]
- [Agglomérations - villages L 146-4-I]
- [Coupures d'urbanisation L 146-2]
- [Espaces proches du rivage L 146-4-II]
- [Sièges d'exploitation agricole
Se référer à la doctrine concernant l'application
aux sièges d'exploitation]
- [Sièges d'exploitation agricole
potentiellement concernés par l'article
L146-6]

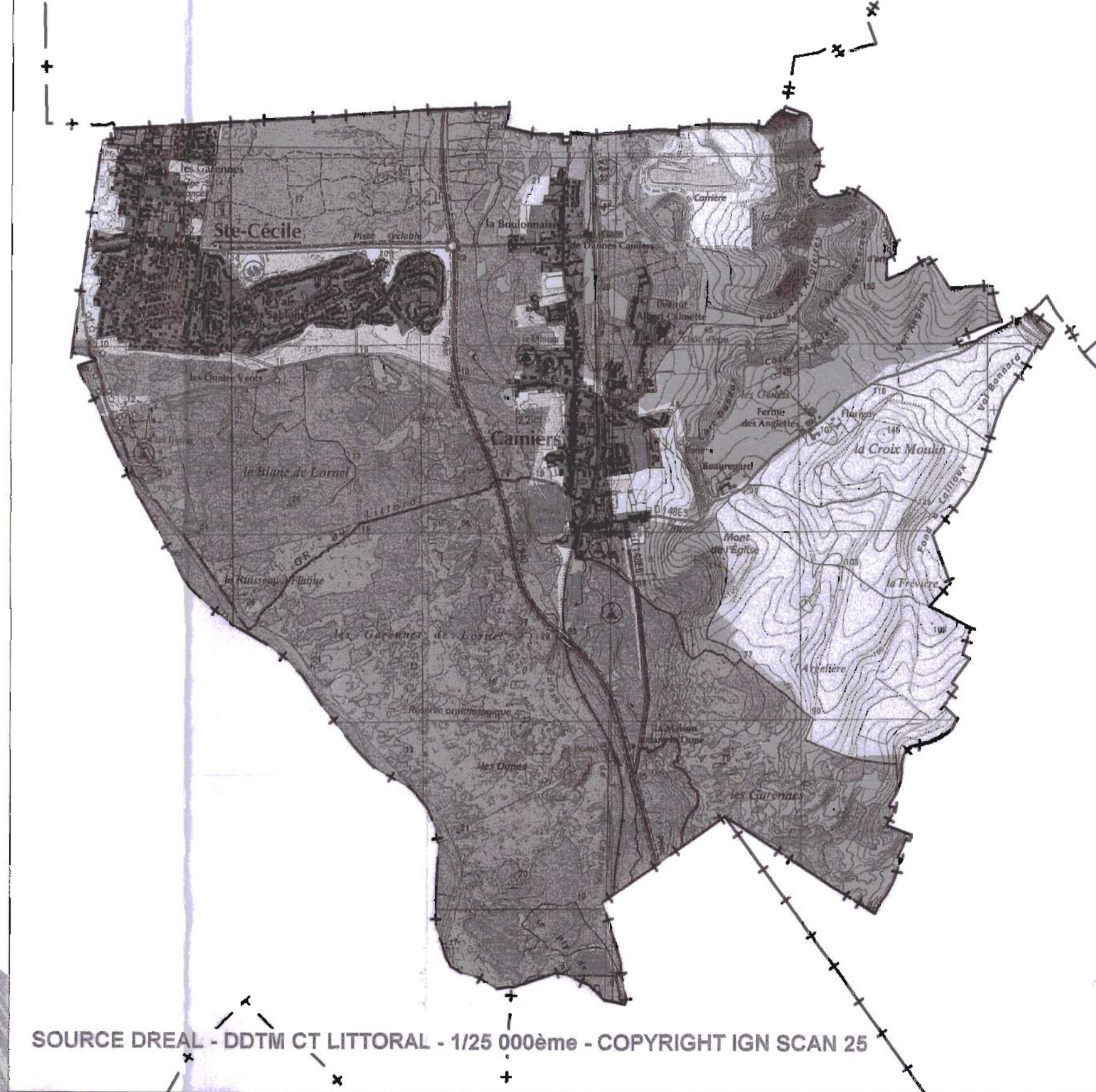
Zonage PLU (incompatibilité - vigilance) voir détail dans l'encart

Zonage PLU espaces agricoles (incompatibilité potentielle - vigilance ponctuelle) voir la doctrine "bâtiments agricoles" validée en PADD du 28 mai 2009

PLU (contenu POS) approuvé le 24/02/1993 et révisé partiellement le 24/07/2001

Libellé zone(s)	Classement	L146-4-3 (bande des 100m)	L146-6 (espaces remarquables)	L146-2 (coupures d'urbanisation)	L146-4-2 (espaces proches du rivage / extension limitée)	L146-4-1 (extension en continuité des agglomérations)
① 10NA		en partie concernée			concernée intégralement	
② 31NA			en partie concernée		concernée intégralement	discontinuité
③ 50NA			en partie concernée	en partie concernée	en partie concernée	discontinuité
④ 30 NA			en partie concernée			discontinuité
⑤ UC			en partie concernée			discontinuité
⑥ 10NC 10NCe			en partie concernée	en partie concernée		discontinuité
⑦ 20NC 20NCa			en partie concernée			discontinuité
⑧ 30NDa			en partie concernée			discontinuité
⑨ 32ND			concernée intégralement		concernée intégralement	discontinuité
⑩ 30ND			en partie concernée			discontinuité
⑪ UGb			concernée intégralement	en partie concernée		risque de discontinuité
⑫ 10UH			concernée intégralement			risque de discontinuité
⑬ 30NDb		en partie concernée			concernée intégralement	risque de discontinuité

Avertissement : le découpage des zones induits par l'inscription au titre de l'article L 146-6 (Incompatibilité ou vigilance) est reporté sur la cartographie d'ensemble à titre indicatif, les données de bases de définition de ces zones relevant d'une échelle originale de l'ordre du 1/25 000ème



Les services de l'Etat ont retenu, principalement, comme zones susceptibles de constituer des espaces remarquables les espaces suivants :

- Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 1 (ZNIEFF type 1);
- Les zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO);
- Les zones de protection spéciale (ZPS) et les zones spéciales de conservation (ZSC) constituant le réseau Natura 2000;
- Les réserves naturelles;
- Les sites inscrits;
- Les sites classés;
- Les APB.

SOURCE DREAL - DDTM CT LITTORAL - 1/25 000ème - COPYRIGHT IGN SCAN 25